

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : VAT20260122
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 25/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

L'établissement est classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Vieillesse (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Modalités de suivi des réservoirs soumis à PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Demande d'action corrective	2 mois
10	Recensement des ouvrages soumis à PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
11	Modalités de suivi des ouvrages soumis à PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
12	Modalités de suivi des ouvrages soumis à PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
14	Modalités de suivi des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
15	Modalités de suivi des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
2	Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
3	Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet
4	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
6	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
7	Recensement des tuyauteries et capacités soumises à PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
8	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumises à PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
9	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumises à PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
13	Recensement des MMRI soumises à PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application
Prescription contrôlée :

I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;
2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.

Constats :

Le site de Pithiviers est soumis au régime de l'autorisation pour le stockage et l'utilisation de liquides inflammables de catégorie 2 et 3, relevant de la rubrique 4331 de la nomenclature, il est donc soumis à l'AM du 03/10/2010.

La totalité de ses réservoirs de stockage soumis à PMII sont soumis à l'article 29 de l'AM du 03/10/2010.

L'exploitant connaît la double réglementation liée au vieillissement issue des arrêtés ministériels des 03/10/10 et 04/10/10.

Le recensement des équipements soumis à PMII présents sur le site d'ORGAPHARM tient compte de cette double réglementation.

Le recensement transmis par l'exploitant par courriel du 09/04/2026 date d'octobre 2025 et a été réalisé par SOCOTEC en vue de la recherche d'un nouveau prestataire pour réaliser la surveillance de ses équipements soumis à PMII.

La méthodologie utilisée a consisté à identifier les réservoirs de stockage d'une capacité supérieure à 10m³ et à croiser cette donnée avec les mentions de danger des produits stockés.

Constat du 15/10/2026 :

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs - recensement 03/10

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection</p>
<p>Constats :</p> <p>Le recensement d'octobre 2025 transmis par l'exploitant, par courriel du 09/04/2026, recense les réservoirs de stockage soumis à PMII.</p> <p>Pour ce recensement, il a bien croisé les réservoirs de stockage d'une capacité supérieure à 10 m³ avec les mentions de danger des produits stockés.</p> <p>Les réservoirs de plus de 10 m³ stockant des résidus halogénés acides et des résidus solvants non halogénés aqueux ont volontairement été considérés comme des stockages de liquides inflammables et ont été intégrés au recensement PMII.</p> <p>Les premiers recensements, avant que les deux sites OGP1 (ORGAPHARM historique) et OGP2 (ex-3M) soient fusionnés, ont été réalisés en 2012 et 2013. Une mise à jour a ensuite été réalisée en 2017/2018.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, la dernière mise à jour date d'octobre 2025.</p> <p>Sur le site de Pithiviers, 21 réservoirs stockant des liquides inflammables sont soumis à PMII.</p> <p>Constat du 15/10/2026 : Absence d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Examen d'un dossier de réservoir

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs – dossier 03/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ; - volume du réservoir ; - matériaux de construction, y compris des fondations ; - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ; - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;

- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Comme cela avait été demandé dans la lettre d'annonce de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 09/04/2026, un exemple d'état initial. Il concerne le réservoir dénommé « Cuve SN2 »

Le modèle utilisé pour cet état initial comporte des sections dédiées pour chacun des éléments attendus. Toutes les informations ne sont toutefois pas disponibles, ce qui est fréquent pour un état initial reconstitué pour des équipements anciens. Certaines données manquantes sont cependant disponibles par l'intermédiaire des mesures effectuées lors de la première visite quinquennale, comme l'épaisseur des matériaux de construction.

Pour le réservoir « Cuve SN2 », l'état initial fait référence à une base « maximo », qui était la GMAO du site OGP2 lorsqu'il était exploité par la société 3M et dont l'accès a été perdu lors de l'acquisition du site par ORGAPHARM. Il existe cependant une base de données, mise en place à la suite de la fusion et démarrant en 2018, qui recense l'ensemble des bons de travaux, ce qui permet d'avoir une traçabilité des interventions qui ont eu lieu sur les équipements à partir de cette date.

L'exploitant confirme qu'il a un état initial et un dossier de suivi pour l'ensemble de ses réservoirs soumis à PMII, en version papier, sous la forme d'un classeur pour chaque réservoir.

Par sondage, l'inspection a demandé que lui soient présentés, les classeurs des réservoirs :

- « OGP2 - Cuve SN4 » de 30 m³ stockant de l'isopropanol ;
- « OGP1 - CS50004 » de 50 m³ stockant du THF (tetrahydrofurane).

Ces deux dossiers disposent bien d'un état initial conforme.

Constat du 15/04/2026 :

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs – programme inspection 03/10

Prescription contrôlée :

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction

des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

Constats :

L'exploitant a mis en place un plan d'inspection pour tous ses réservoirs de stockage soumis à PMII.

Ce plan prévoit les visites d'inspection à mettre en place pour chaque réservoir :

- chaque année : une visite de routine ;
- tous les 5 ans : une visite Externe Détaillée (ED) ;

Du fait qu'aucun réservoir n'a un volume équivalent supérieur à 100 m³, les Visites Hors Exploitation Détaillée (HED) tous les 10 ans ne sont pas obligatoires.

Par sondage l'inspection a demandé à voir les plans d'inspection des réservoirs :

- **SN4 d'un volume de 30m³ stockant de l'isopropanol** avec la mention de danger H225.

Ce plan prévoit bien

- chaque année : une visite de routine ;
- tous les 5 ans : une visite Externe Détaillée (ED) ;

- **CS50004 d'un volume de 50m³ stockant du THF (tetrahydrofurane)** avec la mention de danger H225.

Ce plan prévoit bien

- chaque année : une visite de routine ;
- tous les 5 ans : une visite Externe Détaillée (ED) ;

Constat du 15/04/2026 :

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de suivi des réservoirs soumis à PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs – rapport inspection 03/10

Prescription contrôlée :

29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

Constats :

Par courriel du 09/04/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection, la fiche de la visite de routine (visite annuelle) utilisée pour ses réservoirs soumis à PMII. Cette fiche est l'annexe 4 du guide DT94, approuvé par le Ministre de l'environnement.

Il a aussi transmis les résultats de la dernière visite de routine du 15/10/2025 pour le réservoir SN2 de 20 m³ stockant de l'isopropanol. Cette visite a été réalisée par 2 agents du site.

L'exploitant n'a pas de GMAO, ni de tableau lui permettant d'avoir une traçabilité du suivi des visites périodiques de ses équipements. Il n'a pas non plus d'outil d'alerte lui permettant d'être informé de la nécessité de programmer les visites réglementaires à venir.

Par sondage l'inspection a demandé les rapports de visite pour le réservoir SN4 d'un volume de 30 m³ stockant de l'isopropanol avec la mention de danger H225.

Les 3 dernières visites de routine ont été réalisées les : 15/10/2025, 21/07/2022 et 04/08/2021 ;

- le rapport du 04/08/2021 ne relève aucun désordre ;

- le rapport du 21/07/2022 relève « boulon d'encrage corrodé à surveiller et étiquette à reprendre » ;

- le rapport du 15/10/2025 relève « boulon d'encrage corrodé à surveiller et étiquette à reprendre ».

L'exploitant indique à l'inspection que les étiquettes d'identification des réservoirs ont toutes été réalisées et qu'elles sont en cours d'installation. Il présente à l'inspection certaines de ces étiquettes qui n'ont pas encore installées.

Le boulon corrodé ne présente pas un caractère urgent, il est rappelé comme un point de vigilance à surveiller à chaque visite.

L'exploitant ne respecte pas la périodicité annuelle des visites de routine.

Les dernières visites externes détaillées ont été réalisées :

- les 28/08 et 05/09/2013 ;
- les 01/10 et 18/10/2018.

La visite externe détaillée de 2023 n'a pas été réalisée. La prochaine visite externe détaillée est programmée pour fin avril-début mai 2026 et sera réalisée par Bureau Véritas qui vient d'obtenir le marché de suivi des équipements PMII.

L'exploitant ne respecte pas la périodicité des visites quinquennales.

Sur le terrain :

L'inspection est allée voir les réservoirs :

- SN2 stockant 30 m³ d'isopropanol ;
- CS50004 » de 50 m³ stockant du THF (tetrahydrofurane).

L'inspection constate que les nouvelles étiquettes sont bien cours de mise en place.

Constat du 15/04/2026 :

L'exploitant ne respecte pas les périodicités des visites de routine annuelles, ni des visites externes détaillées.

Cependant, il vient de confier à Bureau Véritas la mise à jour des dossiers de suivi et la réalisation des visites réglementaires 2026 et suivantes de tous ses équipements soumis à PMII.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application

Prescription contrôlée :

« Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble

des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

Constats :

Au regard des produits contenus dans les réservoirs, aucun n'est soumis à l'AM du 04/10/2010. Cette prescription ne s'applique pas au site de Pithiviers.

Constat du 15/04/2026 :

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises à PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et

- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
<p>Constats :</p> <p>Selon le dernier recensement d'octobre 2025, réalisé par SOCOTEC, aucune tuyauterie sur le site n'est soumise à PMII, car aucune d'entre elles ne remplit simultanément les conditions de diamètre (DN80 ou DN100) et de dangerosité des substances, préparations ou mélanges véhiculés.</p> <p>Ce même rapport fait état qu'aucune capacité n'est soumise à PMII.</p> <p>L'inspection a vérifié les caractéristiques des capacités présentes dans l'étude de dangers de 2020, aucune n'a effectivement les caractéristiques demandées par la prescription.</p> <p>Par conséquent, aucune capacité n'est soumise à PMII, sur le site de Pithiviers.</p> <p>Constat du 15/04/2026 : Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis à PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne possède pas de capacité ni de tuyauterie soumise à PMII. Par conséquent, il n'est pas soumis à la réalisation d'états initiaux pour ces équipements.</p> <p>Constat du 15/04/2026 : Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis à PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection</p>

<p>de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne possède pas de capacité ni de tuyauterie soumise à PMII. Par conséquent, il n'est pas soumis à la réalisation de programme et de plan d'inspection pour ce type d'équipements.</p> <p>Constat du 15/04/2026 : Absence d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Recensement des ouvrages soumis à PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
<p>Constats :</p> <p>Selon le dernier recensement d'octobre 2025, réalisé par SOCOTEC, 7 rétentions sont identifiées comme étant soumises à PMII.</p> <p>Parmi ces 7 rétentions, 6 le sont car elles contiennent des réservoirs eux mêmes soumis à PMII.</p> <p>L'exploitant a volontairement inclus une 7^{ème} rétention dans ce recensement : la rétention déportée de 50 m³ associée à la zone de dépotage du site OGP1 (dénommée zone 6) qui ne contient pas de réservoir mais qui pourrait être amenée à contenir des solvants en cas d'incident lors d'une phase de dépotage, d'où l'importance d'avoir un suivi.</p> <p>D'après le recensement d'octobre 2025, réalisé par SOCOTEC, 4 ponts de tuyauteries sont soumis</p>

à PMII.

Dans ce même recensement, **il n'est pas fait état de massif de réservoirs soumis à PMII. Or**, tous les réservoirs soumis à PMII, dans la partie OGP1 du site, sont posés sur des massifs bétons qui, selon la prescription, sont de fait soumis à PMII. Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté la présence systématique de massifs bétons sous les réservoirs dans le secteur OGP1. **Le recensement des ouvrages soumis à PMII est incomplet.**

L'exploitant informe l'inspection qu'il va demander à Bureau Véritas, lors de sa visite prochaine, l'intégration au recensement de ces massifs de réservoir et la création d'un dossier de suivi pour chacun de ces équipements, ainsi qu'une première visite de contrôle.

Dans ce même recensement, il est précisé que **les caniveaux présents ne sont pas soumis à PMII** car il ne sont pas susceptibles de véhiculer des produits agressifs qui pourraient entraîner une dégradation de l'ouvrage.

Constat du 15/04/2026 :

L'exploitant a oublié de recenser les massifs des réservoirs du site OGP1 qui sont soumis à PMII.

L'exploitant va faire intégrer ces massifs, par Bureau Véritas, à qui il a confié le suivi de l'ensemble des équipements soumis à PMII et une homogénéisation des dossiers de suivi. Cette mission débute fin avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Modalités de suivi des ouvrages soumis à PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. (...)

Constats :

Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à consulter l'état initial de la rétention du parc SN/SR OGP2.

L'exploitant indique disposer d'un classeur papier pour chacune des rétentions soumises à PMII et présente à l'inspection le classeur de la rétention du parc SN/SR OGP2.

L'état initial comprend les éléments demandés par la prescription :

- une fiche descriptive avec les caractéristiques de l'équipement ;
- un plan de localisation de l'équipement sur le site ;
- le plan de la rétention ;
- une fiche générique sur la résistance au feu des bétons ;
- les rapports d'inspection.

De la même manière, l'inspection des installations classées a demandé, par sondage, à consulter l'état initial du pont de tuyauterie des canalisations du parc à solvants OGP2.

L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter à l'inspection l'état initial associé à ce pont de tuyauterie. Il indique ne pas disposer des états initiaux des 4 ponts de tuyauteries soumis à PMII.

Sur le terrain, par sondage, l'inspection a demandé à voir :

- la rétention du parc SN/SR OGP2 ;
- la rétention du parc à solvants du site OGP1 contenant les réservoir CS50005, CS50004 et CS50003 (zone 2) ;
- le pont de tuyauterie canalisation du parc à solvants OGP2.

Ces équipements ne présentaient pas de désordre visible le jour de la visite.

Cependant, l'inspection a constaté que, dans la rétention du parc SN/SR OGP2, des GRV de soude étaient présents, alors que la rétention dispose d'un réservoir qui contient des solvants acides. Les produits acides et basiques n'étant pas compatibles, les GRV ont été déplacés rapidement par l'exploitant. L'inspection a constaté leur retrait de la rétention.

Constat du 15/04/2026 :

L'exploitant ne dispose pas des états initiaux des ponts de tuyauteries identifiés dans son recensement des équipements soumis à PMII.

L'exploitant a confié à Bureau Véritas, la mission de suivi de l'ensemble des équipements soumis à PMII et une homogénéisation des dossiers de suivi. Cette mission débute fin avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Modalités de suivi des ouvrages soumis à PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

L'exploitant a mis en place un plan d'inspection pour les ouvrages de génie civil soumis à PMII qu'il a identifiés dans son recensement (les rétentions et les ponts de tuyauteries).

Cependant, du fait que ces ouvrages ont été oubliés dans le recensement, il ne dispose pas de plan d'inspection pour les massifs de réservoir soumis à PMII.

L'exploitant ne dispose pas de GMAO, ni d'un tableau type Excel, lui permettant d'avoir une parfaite traçabilité des visites d'inspection réglementaires. Il n'a pas non plus d'alerte automatique lui permettant d'avoir des rappels en cas d'oubli. Ces outils ne sont pas obligatoires mais peuvent faciliter le suivi.

Par sondage l'inspection a demandé les 3 derniers rapports de contrôle pour :

- les rétentions du parc SN/SR OGP2 :

Les 3 dernières visites de contrôle ont été réalisées les 21/07/2022, 04/08/2021 et 02/08/2019.

L'exploitant ne respecte pas la périodicité annuelle des visites de contrôle de ses rétentions soumises à PMII.

- le pont de tuyauteries "canalisations du parc à solvants OGP2" :

Les 3 dernières visites de contrôle ont été réalisées les 21/07/2022, 04/08/2021 et 02/08/2019.

Une visite quinquennale a aussi été réalisée en 2018.

L'exploitant ne respecte pas les périodicités des visites de contrôle de ses ponts de tuyauteries soumis à PMII.

Constat du 15/04/2026 :

L'exploitant ne respecte pas les périodicités des visites de contrôle de ses rétentions et ponts de tuyauteries soumis à PMII.

Il n'a pas non plus de plan d'inspection des massifs des réservoirs soumis à PMII, du fait qu'ils ont été oubliés dans le recensement.

L'exploitant a confié à Bureau Véritas, la mission de suivi de l'ensemble des équipements soumis à PMII et une homogénéisation des dossiers de suivi. Cette mission débute fin avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Recensement des MMRI soumises à PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des risques instrumentées – Recensement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ». Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. [.../...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement de Pithiviers est classé Seveso Seuil Bas. L'exploitant a identifié une MMRI (Mesure de Maîtrise des Risques Instrumentée) soumise à PMII : la MMRI associée au scénario 16 de son EDD qui correspond à la dispersion atmosphérique de chlore (Cl₂). La MMRI est une détection double dans le local de bullage avec déclenchement automatique d'un rideau d'eau et l'envoi d'eau dans la rétention déportée.</p> <p>Constat du 15/04/2026 : Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Modalités de suivi des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des risques instrumentées – Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[.../...] L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant</p>

à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

[.../...]

Constats :

L'inspection a demandé à l'exploitant que lui soit présenté l'état initial de la MMRI associée au scénario 16 de l'EDD qui correspond à la dispersion atmosphérique de chlore (Cl₂) soumise à PMII.

L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter l'état initial de cette MMRI.

Constat du 15/04/2026 :

L'exploitant n'a pas réalisé l'état initial de sa MMRI soumise à PMII.

L'exploitant a confié à Bureau Véritas, la mission de suivi de l'ensemble des équipements soumis à PMII et une homogénéisation des dossiers de suivi. Cette mission débute fin avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Modalités de suivi des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, MMRI – programme et plan de surveillance

Prescription contrôlée :

[.../...]

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

[.../...]

Constats :

L'inspection a demandé que lui soit présentés le programme et le plan de surveillance de la MMRI associée au scénario16 de l'EDD qui correspond à la dispersion atmosphérique de chlore (Cl2) soumise à PMII.

L'exploitant n'a été en capacité de présenter un dossier de suivi répondant à la prescription. Il indique ne pas disposer d'un programme et d'un plan de surveillance pour cette MMRI.

Cependant, l'exploitant indique que cette MMRI est régulièrement testée. D'après la procédure définie par l'exploitant et présentée à l'inspection, la fréquence de test est trimestrielle, soit 4 fois par an. L'inspection constate que les derniers essais ont eu lieu les 23/03/2026, 23/10/2025, 18/07/2025, 19/12/2024, 22/09/2024 et 17/11/2023. Par conséquent, la fréquence des tests fixée n'est pas respectée.

Sur le terrain, l'inspection a donc demandé que la chaîne de cette MMRI soit testée lors de la visite.

Ce test n'a pu être réalisé, car les essais ne peuvent être faits qu'en présence d'un technicien DRAEGER, qui dispose d'une bouteille de Chlore permettant de simuler une fuite. Le technicien fait l'essai de la MMRI quand il assure l'entretien du détecteur de Chlore.

Constat du 15/04/2025 :

L'exploitant ne dispose pas d'un plan, ni d'un programme d'inspection pour sa MMRI soumise à PMII.

La fréquence de test de la MMRI à laquelle l'exploitant s'est astreint n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois